
Deuxième session, trente et unième Législature

Second Session, Thirty-First Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 213

(PRIVÉ)

Loi modifiant la charte
de la cité de Verdun

Bill No. 213

(PRIVATE)

An Act to amend the charter
of the city of Verdun

Première lecture

First reading

M. CARON

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

CHARLES-HENRI DUBÉ

QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1977

Projet de loi n° 213

(PRIVÉ)

Loi modifiant la charte
de la cité de Verdun

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la cité de Verdun et qu'il est nécessaire, pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte soit modifiée;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 64a de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), remplacé pour la cité par l'article 2 du chapitre 98 des lois de 1974, est de nouveau remplacé pour la cité par le suivant:

«**64a.** Le conseil peut, par règlement, accorder à toute personne membre du conseil au 31 décembre 1974, qui aura rempli cette fonction pendant au moins huit années et qui aura cessé de remplir cette fonction depuis cette date, une pension annuelle de \$6,000 dans le cas du maire et de \$2,000 dans le cas des autres membres du conseil, payable par versements égaux et consécutifs, le premier jour de chaque mois. La révocation d'un tel règlement ne peut être opposée aux personnes à l'égard desquelles il s'applique ou s'est déjà appliqué.

Bill No. 213

(PRIVATE)

An Act to amend the charter
of the city of Verdun

WHEREAS it is in the interest of the city of Verdun and it is necessary for the good administration of its affairs that its charter be amended;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows

1. Section 64a of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), replaced for the city by section 2 of chapter 98 of the statutes of 1974, is again replaced for the city by the following:

“**64a.** The council may grant by by-law to any person who, being a member of the council on 31 December 1974 and having previously held such office for eight years or more, has ceased to hold such office since that date, an annual pension of \$6,000 in the case of the mayor and \$2,000 in the case of the other members of the council, payable in equal and consecutive instalments on the first day of each month. The repeal of such a by-law cannot be set up against persons respecting whom it applies or has already applied.

Cette pension est incessible et insaisissable.

Le paiement de cette pension est interrompu durant la période où le bénéficiaire occupe, à titre temporaire ou permanent, une charge, une fonction ou un emploi comportant une rémunération payable par la municipalité.

En calculant une telle période de huit années, une partie d'année est comptée comme une année entière; toute année ou partie d'année écoulée tant avant qu'après le 31 décembre 1974 doit être comptée dans un tel calcul.»

2. L'article 449 de ladite loi est remplacé pour la cité par le suivant:

«**449.** Le conseil peut décréter par règlement que la compensation pour l'usage de l'eau devra, dans tous les cas, être payée par les propriétaires.

Il peut décréter que dans les cas d'immeubles de plus de sept logements, la compensation pour l'usage de l'eau doit être payée par les propriétaires.

Le conseil peut déterminer à quelles conditions il accorde une diminution proportionnelle de la compensation pour l'usage de l'eau pour toute période pendant laquelle une unité de logement a été inoccupée pendant au moins trois mois, sur preuve suffisante de son inoccupation dont le fardeau incombe au contribuable assujéti à la taxe d'eau.»

3. L'article 473 de ladite loi, modifié pour la cité par l'article 6 du chapitre 102 des lois de 1971, est de nouveau modifié pour la cité par le remplacement du paragraphe 11° par le suivant:

«11° Pour accorder, aux conditions qu'il détermine, à tout propriétaire qui démolit son hangar ou autre bâtiment accessoire constituant un risque d'incendie, une subvention égale à la valeur réelle dudit immeuble portée au rôle d'évaluation en vigueur. Cette subven-

Such pension shall be unassignable and unseizable.

The payment of such pension shall be suspended during any period in which the beneficiary holds, temporarily or permanently, any charge, office or situation involving remuneration payable by the municipality.

In computing any such period of eight years, a part of a year shall be counted as a full year; any year or part of a year elapsed before or after 31 December 1974 must be counted in such computation."

2. Section 449 of the said act is replaced for the city by the following

«**449.** The council may, by by-law enact that the water-rates shall, in all cases, be paid by the owners.

It may enact that in the case of properties of seven dwellings or more, the water-rates shall be paid by the owners

It may enact under which conditions it will grant a proportional lowering of the water-rates for every period of three months or more during which a dwelling has been vacant, on acceptable evidence of such vacancy that must be submitted by the water-rate payer.'

3. Section 473 of the said act, amended for the city by section 6 of chapter 102 of the statutes of 1971, is again amended for the city by replacing paragraph 11 by the following:

"(11) To grant on conditions it determines, to any property-owner who demolishes his shed or other accessory building constituting a fire hazard, a subsidy equal to the real value of the said immovable entered on the valuation roll in force. Such subsidy, how-

tion ne peut cependant en aucun cas excéder la somme de cinq cents dollars.»

4. Le paragraphe 17° de l'article 426 de ladite loi est remplacé pour la cité par le suivant:

«17° Pour décréter que dans le cas de contravention aux règlements relatifs à la circulation et à la sécurité publique, tout agent de police ou constable ou, dans le cas de contravention aux règlements relatifs au stationnement, toute personne dont les services sont retenus par la ville à cette fin peut remplir, sur les lieux mêmes de l'infraction, un billet d'assignation qui en indique la nature, remettre au conducteur du véhicule ou déposer dans un endroit apparent de ce véhicule une copie de ce billet et en apporter l'original au département de police.

Les dispositions qui précèdent n'empêchent pas la personne autorisée, si elle le juge à propos, de porter une plainte et de faire émettre une sommation suivant la loi, sans délivrer ce billet d'assignation.

Toute personne en possession de cet avis peut éviter qu'une plainte soit faite contre elle en se présentant au bureau de police et en payant, à titre d'amende, la somme fixée par le règlement, laquelle ne doit pas excéder \$10 dans le cas de contravention à un règlement relatif au stationnement et \$25 dans le cas de contravention à un autre règlement visé au présent article. Le paiement de l'amende et le reçu donné par la personne désignée par le conseil libèrent le contrevenant de toute autre peine relativement à cette infraction.

Si la personne en possession du billet d'assignation refuse ou néglige de s'y conformer dans le délai spécifié, l'officier de police ou le constable peut porter contre elle une plainte conformément à la loi.»

ever, shall never exceed five hundred dollars.»

4. Paragraph 17 of section 426 of the said act is replaced for the city by the following:

“(17) To enact that in case of violation of the by-laws relating to traffic and public safety, any police officer or constable or, in the case of infraction of the parking by-laws, every person employed by the city for such purposes may fill out, at the place of the infraction, a notice of summons stating the nature thereof, shall deliver to the driver of the vehicle or deposit in a conspicuous place on such vehicle a copy of such notice and bring the original thereof to the police department.

The preceding provisions shall not prevent the authorized person, if he deems it expedient, from lodging a complaint and causing the issue of a summons according to law, without giving such notice of summons.

Any person in possession of such notice may avoid the lodging of a complaint against him by presenting himself at the police office and by paying as a fine the sum fixed in the by-law, which must not exceed \$10 in the case of a parking infraction and \$25 for the infraction of another by-law contemplated in this section. The payment of the fine and the receipt given by the person appointed by the council shall free the offender from any other penalty in connection with such infraction.

If the person in possession of the notice refuses or fails to comply therewith within the delay mentioned, the police officer or the constable may lodge a complaint against him according to law.”

5. Nonobstant les dispositions de la Loi sur l'évaluation foncière (1971, chapitre 50) et de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, chapitre 89), la cité peut faire confectionner et tenir à jour son rôle de valeur locative par tout employé de la cité ayant déjà occupé pour la cité la fonction d'évaluateur permanent ou par tout évaluateur qui détient le permis prévu à l'article 97 de la Loi sur l'évaluation foncière; dans ce cas, les frais de confection et de tenue à jour de ce rôle sont supportés exclusivement par la cité.

6. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

5. Notwithstanding the Real Estate Assessment Act (1971, chapter 50) and the Montreal Urban Community Act (1969, chapter 89), the city may have its roll of rental values prepared and kept up-to-date by any employee of the city who has already held the office of permanent assessor for the city or by any assessor holding the permit provided for by section 97 of the Real Estate Assessment Act; in this case, the costs of preparing and keeping the roll up-to-date shall be borne exclusively by the city.

6. This act shall come into force on the day of its sanction.